Il aura connu son moment de gloire, le maire de Provins. Pensez donc : grâce à lui – il s'appelle Olivier Lavenka – l'uniforme scolaire fait son « grand retour » dans les écoles. Et tous les micros, toutes les caméras, de se tourner vers son illustre cité pour célébrer l'événement. Car les médias, incontestablement, aiment le sujet, ne ratant jamais l'occasion de l'entretenir. L'ennui, c'est que la chose n'est pas vraiment ce qu'on en dit.

En premier lieu, parce que parler, comme le font les médias, de « *retour de l'uniforme scolaire* » alors que l'uniforme n'a jamais été la règle ni la norme dans les écoles françaises (ni même européennes, d'ailleurs) tient soit d'un défaut d'information soit d'une arrière-pensée. Ou les deux à la fois. Défaut d'information, car aucun régime politique n'a jamais jugé nécessaire de légiférer en la matière ; par le passé, on chercherait en vain la trace d'uniformes dans la législation scolaire ou sur les vieilles photos de classe, la blouse, longtemps portée dans les écoles n'ayant aucune connotation égalitaire. A une époque où les vêtements coûtaient cher et où leur entretien était problématique, la blouse était le vêtement de travail par excellence : les paysans portaient la blouse, comme les ouvriers, les employés de bureau, les écoliers. Ce n'est pas mai 68 qui mettra fin à cet usage mais la généralisation du lave-linge et du prêt-à-porter. Très éloigné d'un souci égalitaire que d'aucuns lui prêteraient encore aujourd'hui (c'est promis, on parle de Blanquer un peu plus bas…), l'uniforme était et est toujours porté dans un petit nombre d'établissements privés ultra-sélectifs où sa fonction est plutôt de marquer une différence de rang et de classe avec les autres.

En réalité, c'est la droite politique qui, depuis les années 2000 est à l'origine du battage médiatique sur ce thème, tout spécialement l'ancien ministre Darcos, stigmatisant les jeunes filles *« désirables, jouant de leur charme… »*, expliquant doctement que *« jouer de son charme, c'est manifester un signe discriminant sur le plan sexuel, c'est contraire à l'idéal républicain.* (sic)» Un point de vue qui relevait sans doute davantage d'une psychothérapie que d'une analyse sociologique mais qui, malgré tout, n'a pas empêché son auteur de devenir ministre de l'EN. Ni de connaître un succès fulgurant dans les médias ainsi que dans sa famille politique : on ne compte plus les propositions de loi parlementaires déposées en ce sens par des députés et sénateurs dont l'obsession pour le look juvénile va finir par paraître suspecte.

Olivier Lavenka (LR) a donc repris à son tour cette idée mais selon un mode opératoire surprenant : une consultation des familles à qui un uniforme à 145 euros pièce est proposé. *« Le coût n'est pas une question essentielle… »*, tient-il à préciser et d'ailleurs, les plus pauvres pourront d'adresser au CCAS de la ville. Pourquoi pas ? Autrefois, les dames patronnesses faisaient également dans le social, avec la meilleure bonne conscience du monde. Si l'on en croit la mairie, 376 familles sur 609 auraient approuvé l'initiative, une initiative qui risque fort de rester lettre morte. Car à Provins comme ailleurs, toute décision de cette nature relève des conseils d'école, ici superbement ignorés et non du caprice d'un maire. Avec un uniforme non obligatoire, on imagine l'ambiance à la rentrée, entre les élèves, les parents, les enseignants, ces derniers ayant à gérer une situation sur laquelle ils n'ont pas été consultés : *« La crainte que nous avons vraiment* – explique un responsable syndical de Provins – *c'est que le maire ne fragmente la communauté éducative en prétendant la rassembler.* »

Fragmenter la communauté en prétendant la rassembler ? Cette définition du populisme tombe à point pour rappeler que cette bouffonnerie n'est pas qu'un simple fait divers local, qu'elle n'arrive pas là par hasard. Car il se trouve qu'au moment où le maire de Provins parlait chiffons devant micros et caméras, Blanquer parlait également chiffons devant micros et caméras. Pure coïncidence, n'est-ce pas ? L'uniforme scolaire, Blanquer a déjà eu l'occasion de dire tout le bien qu'il en pensait, notamment à travers son éloge des très traditionalistes établissements Espérances banlieue, dont, comme il a eu l'occasion de l'expliquer, *« l'enseignement public devrait s'inspirer »* : uniforme, salut au drapeau, bonnes vieilles méthodes, des élèves qui n'apprennent rien ou pas grand-chose, effectivement, avec Blanquer, on y arrive. Blanquer voit dans l'uniforme scolaire *« un enjeu d'égalité »*. Dans la bouche d'un ministre dont toute la politique, depuis un an, tend à créer les conditions

d’une sélection précoce des élèves, cette justification ne manque pas d’air. Une école élémentaire confinée aux rudiments, un enseignement secondaire orienté vers le tri des élèves, sélectionnés sur des critères sociaux comme cela a toujours été le cas dans le système éducatif en France. Blanquer assume parfaitement cette fonction de l’école : conforter les inégalités sociales, surtout si, grâce à l’uniforme, cela ne se remarque pas trop. Un peu comme en Grande-Bretagne où les enfants des pauvres fréquentent les écoles de pauvres en uniformes de pauvres et les enfants des riches les écoles de riches en uniformes de riches.

Il est vrai que, pour Blanquer et pour les libéraux, la richesse, ça se mérite. Ce qui donne tout son sens à l’uniforme scolaire : le cache-misère de la pensée libérale.